

Centre d'études européennes Rapport d'activité 2020



12^e édition

Lyon – Centre d'études européennes – décembre 2020

Lyon : Centre d'études européennes, décembre 2020

Document disponible sur le site web du Centre d'études européennes à l'adresse : <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite/>.

Reproduction et impression autorisées, moyennant mention de la source.

Fiche catalographique :

Centre d'études européennes

Rapport d'activité 2020

Lyon : Centre d'études européennes

2020 – 49 p. – 21 x 29,7 cm

Directrice de publication : Gaëlle Marti, professeure des universités, agrégée de droit public, directrice du Centre d'études européennes

Réalisation et édition : Véronique Gervasoni, ingénieur d'études en recherche et formation, administratrice de l'EDIEC

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de droit

Centre d'études européennes

15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 – 69372 Lyon Cedex 08 | Tél. : ++ 00 / 33 4 78 78 72 51

Courriel : cee@univ-lyon3.fr | Web : <http://cee.univ-lyon3.fr/>

Centre d'études européennes
Rapport d'activité 2020

12^e édition

Lyon – Centre d'études européennes – décembre 2020

SOMMAIRE

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES	5
1.1. Ouvrages	5
1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises / Participations à des jurys de thèse	8
1.3. Directions éditoriales	8
1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs	9
2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	15
2.1. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)	15
2.2. L'action Marie Sklodowska-Curie Transition Governance and Law (2019-2022)	18
3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	21
3.1. Colloques, journées d'études, ateliers et conférences	21
3.1.1. Suivi 2020 des manifestations antérieures	21
3.1.2. Manifestations organisées en 2020	25
3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires	27
4. ORGANISATION ET VIE DU CEE	29
4.1. Soutenances de thèses	29
4.2. Prix, distinctions et nominations	29
4.3. Support pour les masters et les doctorants	31
4.3.1. Soutien aux masters adossés	31
4.3.1.1. Soutien des opérations pédagogiques et scientifiques	31
4.3.1.2. Publication en ligne des meilleurs mémoires des masters adossés à l'EDIEC	32
4.3.2. Soutien aux doctorants	35
4.4. Documentation scientifique	36
4.5. Le CEE en ligne	37
ANNEXES	38
STATUTS DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES	39
RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'ÉQUIPE VAGUE A 2019-2020	42
MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)	49

1. PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

Les membres titulaires du Centre d'études européennes et les enseignants-chercheurs associés (cf. [Annexes](#)), ont collaboré à la rédaction des ouvrages et des contributions qui suivent.

1.1. Ouvrages



COMBET (M.) / dir. – Brexit. *La relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels.* – RLDA 2020/158, supplément, avril 2020, 54 p.



DEBARD (Th.), GUINCHARD (S.) – *Lexique des termes juridiques. Édition 2020-2021.* – Paris : Dalloz, 2020. – 1 122 p. – (Lexiques.)

Présentation de l'éditeur : Le Lexique des termes juridiques 2020-2021 permet un accès simple et complet à toutes les définitions, aux concepts et aux notions clés de tous les domaines du droit. Avec plus de 6 000 entrées, l'étudiant à la recherche d'une notion inconnue ou oubliée pourra la découvrir ou se la remémorer et acquérir ainsi des certitudes ou automatismes, utiles à la rigueur du juriste. Cette 28^e édition, qui marque les 50 ans de l'ouvrage, met en avant plus de 180 définitions en lien avec l'actualité juridique (réforme des institutions, procédure civile, environnement, justice pénale des mineurs...).

Les références aux codes et aux grands arrêts permettent de faire le lien entre les définitions, les textes législatifs et la jurisprudence



GRANGEON (J.) et FRANÇOISE (M.) / dir. – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines.* – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p. – (Inter-normes.)

Les travaux ont été financés par la **Commission Recherche de l'université Jean Moulin Lyon 3 (projet bourgeon Lexoïd)** et par l'**EDIEC**. La publication de l'ouvrage a été financée par le **Laboratoire interdisciplinaire de droit des médias et des mutations sociales (LID2MS – EA 4328)** d'Aix Marseille Université.

Présentation de l'éditeur : L'encadrement des évolutions récentes des robots et de l'intelligence artificielle interroge : les dispositifs législatifs actuels sont-ils suffisamment adaptés pour régir ce phénomène ? Afin de répondre à cette question, l'équipe des jeunes chercheurs du Projet Lexoïd a décidé de s'associer avec des professionnels de différentes disciplines et différents secteurs particulièrement touchés par la robotisation. C'est sur la base de leur expertise que s'est construit le présent ouvrage. Articulé autour de trois

axes (le droit civil, le droit social et le droit européen et international), il retrace le fruit de réflexions abouties et illustre le phénomène au travers d'exemples spécifiques (la poupée sexuelle, la voiture autonome, le drone militaire, etc.). Les contributions révèlent les dérives potentielles que l'utilisation des robots peut créer et discutent de la suffisance du droit actuel pour parvenir à les maîtriser.

Ces pages viennent valider deux années d'échanges et de recherches passionnantes menées dans le cadre d'une approche pluridisciplinaire mais s'inscrivent également dans une réflexion plus globale qui se dessine progressivement depuis quelques années sur le thème captivant des robots.

Sous la direction de **Julie GRANGEON** et **Marylou FRANCOISE**, respectivement responsable et coresponsable du projet de recherche Lexoïd. Actes du projet de recherche LEXOÏD mené par la jeune doctrine de janvier 2018 à décembre 2019 au sein de l'université Jean Moulin Lyon 3, 15 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

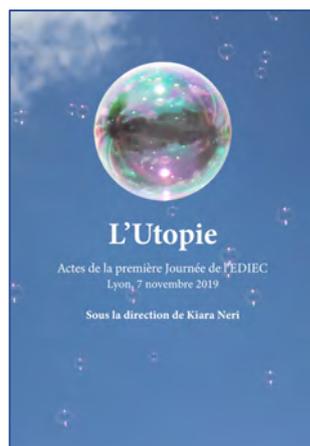
- EDIEC (Équipe de droit international, européen et comparé – EA 4185)
- ERLJ (Équipe de recherche Louis Josserand – EA 3707)
- CERCRID (Centre de recherches critiques sur le Droit – UMR 5137)
- LID2MS (Laboratoire interdisciplinaire de droit des médias et des mutations sociales – EA 4328), AMU



GRAVEZ (E.). – *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie*. – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Loïc ROBERT. – Lyon : EDIEC, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)



KARPENSCHIF (M.) et **ROUX (Chr.)**. – *L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal*. – Actes du colloque EDPL/EDIEC du 12 février 2020 / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et Chr. Roux. – *JCP A* 2020, études 2197 à 2208.



NERI (K.) / dir. – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.



POUZET (C.). – [Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Gaëlle MARTI.** – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)



ROBERT (L.) et SUREL (H.) / dir. – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)

Présentation de l'éditeur : *Particulièrement novateur, le système de protection créé par la Convention européenne des droits de l'homme a contribué de manière significative au développement des droits garantis. Mais, engagé depuis une vingtaine d'années dans un processus continu de réforme dans un contexte profondément renouvelé avec l'élargissement du Conseil de l'Europe aux États d'Europe de l'Est, il est aujourd'hui confronté à de nombreux défis, non seulement du fait de l'engorgement de la Cour européenne, mais aussi en raison de la remise en cause de sa légitimité par certains États parties qui revendiquent une application du principe de subsidiarité plus respectueuse de*

leur particularisme quand d'autres refusent d'exécuter les arrêts de la Cour, voire menacent même de dénoncer la Convention. Dans cette perspective, le présent ouvrage propose un état des lieux, du Protocole n° 11 au Protocole n° 16, d'un système de protection entre évolution, mutation et contestation, et une réflexion sur les moyens d'en assurer la pérennité en interrogeant notamment le rôle de la Cour européenne, tiraillée entre justice individuelle et mission constitutionnelle, et le risque d'abaissement du standard européen sous la pression de certains États parties.



VIENNOIS (J.-P.) / dir. – *Actualité du droit des investissements étrangers en France.* – Actes du colloque, Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020 / dir. **J.-P. VIENNOIS.** – *RLDA* 2020/160, n° 6994 à 6996, p. 24-41.

1.2. Rapports de recherche / Séjours de recherche / Expertises / Participations à des jurys de thèse

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Expertise pour l'appel à projet *Call E2S-UPPA 2020 "NewChallenges"*: « *Penser l'ajustement des ressources naturelles et des besoins sociaux* », Fabrice RIEM, Centre Lascaux sur les transitions (Celt) et CDRE (EA 3004) UPPA, projet mené en partenariat avec l'Institut Michel Serres/Fondation Michel Serres pour le contrat naturel (ENS Lyon).
- Comité de suivi de thèse, Angeline GONZALEZ, *La production d'électricité renouvelable en mer et la propriété publique. Étude comparée des droits français et chilien*, université de Bretagne Occidentale (UBO), UMR AMURE, G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.) et P. MORAGA (co-dir.), université du Chili Santiago Chili, 16 juin 2020.
- Comité de suivi de thèse, Sophearith PAN, *L'application du droit européen de la concurrence aux ports maritimes de commerce*, université de Bretagne Occidentale (UBO), UMR AMURE, G. GUEGUEN-HALLOUËT (dir.), 16 juin 2020.

1.3. Directions éditoriales

Michaël KARPENSCHIF

- Codirecteur scientifique de l'hebdomadaire *JCP A*
- Membre du Comité de rédaction du mensuel *ACCP (Contrats publics. L'actualité de la commande et des contrats publics)*, Le Moniteur)

Gaëlle MARTI

- Membre du comité de rédaction de la revue *Civitas Europa*
- Directrice de la Chronique « Étrangers », *JCP A*
- Coresponsable de la chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec Lucie Cluzel-Métayer et Samir Merabet), *JCP G*

Hélène SURREL

- Titulaire de la chronique semestrielle « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la Cour EDH », revue [Titre VII](#)
- Co-directrice (avec L. Milano) de la chronique annuelle sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, *Revue du droit public*
- Membre du comité scientifique de la revue [Titre VII](#)

1.4. Articles / Études / Contributions à des ouvrages collectifs

BASILIEN-GAINCHE (M.-L.) et ROUY (M.).

– « Article 11 », p. 225-230 in A. ILIOPOULOU-PENOT (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)

– « Article 10 », p. 215-224 in A. ILIOPOULOU-PENOT (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)

– « Article 9 », p. 207-214 in A. ILIOPOULOU-PENOT (dir.). – *Directive 2004/38 relative au droit de séjour des citoyens de l'Union européenne et des membres de leur famille. Commentaire article par article.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 584 p. – (Droit de l'Union européenne.)

BOUMAKANI (B.), NZAOU (A.). – « Les nouveaux aspects de la protection de l'environnement dans les codes des hydrocarbures des pays d'Afrique subsaharienne », p. 569-588 in M.A. MEKOUAR et M. PRIEUR (dir.). – *Droit, humanité, et environnement. Mélanges en l'honneur de Stéphane Doumbé-Billé.* – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 1248 p.

CARPANO (É.).

– Par-delà la souveraineté étatique dans l'Union : État de droit et intégration. – [Federalismi.it – Rivista di Diritto Pubblico Italiano, Comparato, Europeo, n° 31/2020](#), p. 43-59.

– « Le Parlement andin, un Parlement en sursis ? », p. 61-79 in I. BOSSE-PLATIERE (dir.). – *La parlementarisation des intégrations régionales. Approche comparée, Europe, Afrique, Amériques.* – Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2020. – 390 p. – (Droits européens.)

COMBET (M.). – « L'impact du Brexit sur les contrats internationaux », n° 6956, p. 43-48 in M. COMBET (dir.). – *Brexit. La relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels.* – RLDA 2020/158, supplément, avril 2020, 54 p.

CRAVAREZZA (A.) et GRANGEON (J.). – « Du bon usage de la critique en droit de l'Union européenne », p. 25 et suiv. in L. LEBON, M. MEZAGUER et O. PEIFFERT (dir.). – *Études européennes critiques. Actes de la 1^{re} journée d'études de la « Jeune recherche » de l'Association française des études européennes (AFÉE), Nice, 19 octobre 2018.* – Paris : Pedone, 2020. – 206 p. – (Institut du droit de la paix et du développement.)

DURAND (É.).

– « Aide d'État et nucléaire : le jeu d'équilibriste de la CJUE ». Commentaire de CJUE, Gde ch., 22 septembre 2020, *Autriche c/ Commission.* – Lexis 360 Secteur public, 14 décembre 2020.

– « Le règlement gouvernance, instrument d'une mise en cohérence des politiques nationales et européenne de l'énergie », p. 10-15 in St. ANDRIEU et L. DE FONTENELLE (dir.).

– [Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » : enfin la transition énergétique ?](#) – Pau : L'Énergie en lumière [<https://energie-en-lumiere.fr>], 2020. – 57 p.

- Rubrique « Énergie » in D. BLANC (dir.). – « Chronique – 2019. Politiques publiques internes de l'Union ». 3^e partie. – *RDUE*, n° 2-3/2020, p. 35-57.
- Une lecture de la décision QPC *Force 5* [Cons. const., 28 mai 2020, n° 2020-843 QPC] au prisme du principe de participation du public. – *Droit de l'environnement*, n° 291, juillet-août 2020, p. 243-250.
- Indépendance des autorités de régulation, l'arbre qui cache la forêt. Note sous CJUE, 11 juin 2020, *Prezident Slovenskej republiky*, aff. C-378/19. – *Énergie – Env. – Infrastr.* 2020, comm. 24.

FERRARI-BREEUR (Chr.). – « Le droit d'action dans le procès administratif français : les récentes évolutions », p. 53-69 in B. GILIBERTI (dir.). – *Il diritto di azione nel processo amministrativo / The right of action in the administrative process*. – Naples : Giapeto editore, 2020. – (Diritto e Economia.)

FRANÇOISE (M.).

- « Le *Brexit* en droit international privé des affaires. Bilan », n° 6957, p. 49-54 in **M. COMBET** (dir.). – *Brexit. La relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels*. – *RLDA* 2020/158, supplément, avril 2020, 54 p.
- « Préface », p. 11-12 in **J. GRANGEON** et **M. FRANÇOISE** (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.
- « Les régimes de responsabilité civile à l'épreuve des voitures autonomes », p. 31-44 in **J. GRANGEON** et **M. FRANÇOISE** (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

GRANGEON (J.). – « Avant-propos », p. 7-9 in **J. GRANGEON** et **M. FRANÇOISE** (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

KARPENSCHIF (M.).

- Haro sur les contrats de droit privé de la commande publique. – *AJDA* 2020, p. 2281.
- Réparation des préjudices subis par les pouvoirs adjudicateurs : utiles précisions dans le contentieux des pratiques anticoncurrentielles. – *Contrats publics – ACCP*, n° 212, septembre 2020, p. 56-62.
- « *In house* et droit de la concurrence », in **M. KARPENSCHIF** et Chr. Roux (dir.). – « *L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal* ». – *JCP A* 2020, ét. 2207.
- Subventions, prêts et avances récupérables au temps du coronavirus : de l'intérêt de bien connaître le champ des possibles pour soutenir les entreprises (avec François GAGNAIRE). – *JCP A* 2020, ét. 2177.
- Chronique « Droit des aides d'État, 1^{er} septembre – 31 décembre 2019 » (avec Jean-Luc SAURON). – *JCP A* 2020, ét. 2144.
- Les conséquences de la crise du Covid-19 sur le droit européen des aides d'État. Entretien. – *D.* 2020, 928.
- Le régime français d'aides aux entreprises frappées par le Covid-19 : bien, mais doit mieux faire. – *JCP A* 2020, act. 200.
- Covid-19 et droit des aides d'État. – *JCP A* 2020, ét. 2083.

- Entreprises publiques locales et contraintes du droit européen. – *Juris tourisme* 2020, n° 226, p. 33-35.
- Les aides purement locales sont-elles des aides d'État ? – *JCP A* 2020, ét. 2034.

KARPENSCHIF (M.) et GAGNAIRE (Fr.). – Le financement public des jeunes pousses : entre opportunités et incertitudes. – *BJCL*, n° 10/2020, octobre 2020, p. 675-680.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

- Interview *in* Juliette Prouteau. – « Green Deal : le boulet du traité sur la charte de l'énergie ». – *Contexte*, 3 novembre 2020.
- « L'enjeu du 4^e paquet : l'eupéanisation de la politique énergétique », p. 5-6 *in* Stéphane Andrieu et Louis de Fontenelle (dir.). – *Le paquet « Une énergie propre pour tous les Européens » : enfin la transition énergétique ?* – Pau : L'Énergie en lumière [<https://energie-en-lumiere.fr>], juillet 2020. – 57 p.
- La programmation pluriannuelle de l'énergie : l'enjeu de souveraineté. – *Énergie – Env. – Infrastr.* 2020, dossier 22.

LE BAUT-FERRARESE (B.) et DURAND (É.). – Une nouvelle loi au soutien de la transition énergétique : la loi du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat. 2^e partie : Des transitions énergétiques en particulier. – *Dr. env.* 2020, n° 285, p. 12-19.

MARTI (G.).

- Ce que l'Union européenne fait au concept de territoire. – *Federalismi.it – Rivista di Diritto Pubblico Italiano, Comparato, Europeo*, n° 31/2020, n° 31/2020, p. 83-96.
- Algorithmes et droits humains : état des lieux des risques et préconisations. À propos de la recommandation du comité des ministres du Conseil de l'Europe du 8 avril 2020 sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'Homme. – *RPPI*, n° 2/2020, octobre 2020, dossier 13, p. 15-18.
- « Utopie(s) et droit. Propos introductifs », p. 17-24 *in* K. NERI (dir.). – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « *Les Cahiers de l'EDIEC* » [[en ligne](#)], n° 1. – 2020. – 96 p.
- Chronique « Droit et Intelligence Artificielle » (avec Lucie CLUZEL-METAYER et Samir MERABET). – *JCP G* 2020, doctr. 840.
- Technologie de l'information : Concilier l'excellence et la confiance en matière d'intelligence artificielle. Le Livre blanc de la Commission européenne cherche à réaliser la quadrature du cercle. – *RPPI*, 2020, dossier 5.

PETEL (A.).

- Publication de l'Acte sur la gouvernance des données, les propositions de la Commission européenne. – *RLDI* n° 176, décembre 2020, p. 43-47.
- Les nouvelles obligations des collectivités territoriales en matière de droit de la réutilisation des données publiques. – *La Gazette des Communes*, 13 mars 2020.

ROBERT (L.).

- « Discretion de l'État vs droits fondamentaux : les juridictions européennes face aux politiques migratoires », p. 189-202 *in* H. FULCHIRON (dir.). – *La famille du migrant*. – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)

- « Vers un statut harmonisé du lanceur d’alerte. Analyse critique de la directive sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l’Union », p. 155-178 in J. CHACORNAC (dir.). – *Lanceurs d’alerte. Regards comparatistes*, Paris, Société de législation comparée, coll. « Centre français de droit comparé », vol. 21, 2020, 196 p.
- « Le défi de l’exécution des arrêts de la Cour européenne », p. 75-94 in L. ROBERT et H. SURREL (dir.). – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l’homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)
- « Les fondements de l’espace européen des libertés. Retour sur les interactions entre le droit de l’UE et le droit de la Convention européenne des droits de l’homme », p. 167-171 in S. CURSOUX-BRUYERE et F. MULET-WADY (dir.). – *L’espace européen des libertés, mythe ou réalité ?* – *Rev. Union eur.*, mars 2020, n° 636, p. 166-175.

ROUY (M.).

- « La citoyenneté européenne : étude d’une source paradoxale du droit européen de la famille », p. 307-323 in E. BERNARD, M. CRESP et M. HO-DAC (dir.). – *La famille dans l’ordre juridique de l’Union européenne / Family within the Legal Order of the European Union*. – Bruxelles : Bruylant, 2020. – 492 p. – (Droit de l’Union européenne.)
- « Brexit et libertés de circulation », n° 6950, p. 5-10 in M. COMBET (dir.). – *Brexit. La relation future entre l’Union européenne et le Royaume-Uni : aspects sectoriels*. – RLDA 2020/158, supplément, avril 2020, 54 p.

ROUY (M.) et CHATTOUT (Y.). – « L’utopie européenne », p. 61-72 in Kiara NERI (dir.). – *L’Utopie. Actes de la première Journée de l’EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « [Les Cahiers de l’EDIEC](#) » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.

SOLDATOS (P.).

- [L’irrésistible marche de l’Union européenne vers l’élargissement sans fin: erreurs de rythme et d’évaluation et fragilisation du processus d’unification de l’Europe](#). – *Fenêtre sur l’Europe* [en ligne], 14 décembre 2020.
- [Au-delà de l’euphorie : vers une autre lecture du plan de relance de l’UE](#). – *Fenêtre sur l’Europe* [en ligne], 9 octobre 2020.
- [Contempler une Union européenne en processus de catharsis sociétale après la fin de la pandémie de coronavirus ou confinée dans son périmètre de grand marché et de zone euro dysfonctionnelle ?](#). – *Fenêtre Europe* [en ligne], 26 mai 2020.
- [L’UE à l’heure du coronavirus : Gulliver enchaîné par les limites de ses compétences et empêtré dans la polarisation des approches de relance et des visions d’intégration](#). – *Fenêtre Europe* [en ligne], 28 février 2020.
- [Le Brexit, miroir des insuffisances de l’Union européenne et source d’enseignements pour le devenir de l’Europe](#). – *Fenêtre Europe* [en ligne], 21 février 2020.

SURREL (H.).

- « La protection au titre de la vie privée et familiale. La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme », p. 167-187 in H. FULCHIRON (dir.). – *La famille du migrant*. – Paris : LexisNexis, 2020. – 310 p. – (Perspective(s).)
- [Chronique « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH \(janvier 2020 à juin 2020\) »](#). – *Titre VII* [en ligne], octobre 2020, n° 5.

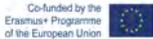
- La vidéosurveillance devant la Cour européenne des droits de l’homme : des garanties contrastées in L. MILANO et H. SURREL (dir.). – Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme – 2019 ». – *RDJ*, 2020, p. 850-856.
- Droit à la liberté d’expression – Blocage global de l’accès à des sites web. Note sous Cour EDH, 23 juin 2020, *OOO Flavus e.a. c/ Russie*, n° 12468/15 e.a. – *JCP G* 2020, act. 865.
- « La composition de la Cour européenne : la recherche d’un équilibre entre différentes exigences », p. 45-66 in L. ROBERT et H. SURREL (dir.). – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l’homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)
- Droit à la liberté d’expression – Un appel au boycott des produits originaires d’Israël relève du droit à la liberté d’expression. Note sous Cour EDH, 11 juin 2020, *Baldassi e.a. c/ France*, n° 15271/16. – *JCP G* 2020, actualité 799.
- Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l’homme » (avec Frédéric SUDRE, Laure MILANO et Béatrice PASTRE-BELDA). – *JCP G* 2020, doctrine 743.
- Droit à la liberté d’expression – Muselage des médias en Hongrie. Note sous Cour EDH, 28 avril 2020, *ATV Zrt c/ Hongrie*, n° 61178/14. – *JCP G* 2020, actualité 605.
- Droit à la liberté d’expression – Absence de mise en balance entre droit à la liberté d’expression et droit au respect de la vie privée. Note sous Cour EDH, 26 mars 2020, *Tête c/ France*, n° 59636/16. – *JCP G* 2020, act. 464.
- [Chronique « Conseil constitutionnel et jurisprudence de la CEDH \(juillet 2019 à fin décembre 2019\) »](https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/chronique-conseil-constitutionnel-et-jurisprudence-de-la-cedh-juillet-2019-a-fin-decembre-2019). – *Titre VII* [en ligne], avril 2020, n° 4. URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/chronique-conseil-constitutionnel-et-jurisprudence-de-la-cedh-juillet-2019-a-fin-decembre-2019>.
- [La sanction des discriminations par la Cour européenne des droits de l’homme](https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-sanction-des-discriminations-par-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme). – *Titre VII* [en ligne], avril 2020, n° 4. URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-sanction-des-discriminations-par-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme>.
- Note sous Cour EDH, 18 février 2020, *Cînța c/ Roumanie*, n° 3891/19. – *JCP G* 2020, act. 313.
- « Les acteurs de l’environnementalisation : la Cour européenne des droits de l’homme », p. 179-194 in Chr. ROUX (dir.). – *L’environnementalisation du droit. Études en l’honneur de Sylvie Caudal*. – Paris : Institut francophone pour la justice et la démocratie, 2020. – 324 p. – (Colloques & Essais : 101.)
- Interdiction des discriminations – Discours de haine homophobes sur *Facebook*. Note sous Cour EDH, 14 janvier 2020, *Beizaras et Levickas c/ Lituanie*, n° 41288/15. – *JCP G* 2020, act. 103.
- Droit de propriété – Indemnisation d’une expropriation de fait. Note sous Cour EDH, 17 décembre 2019, *Khizanishvili et Kandelaki c/ Géorgie*, n° 25601/12. – *JCP G* 2020, actualité 32.
- Chronique « Droit de la Convention européenne des droits de l’homme » (avec Frédéric SUDRE, Laure MILANO et Béatrice PASTRE-BELDA). – *JCP G* 2020, doctrine 40.

TILLMANN (M.). – « L’apport de la doctrine américaine quant à l’opportunité d’un *Robot Act* », p. 45-55 in J. GRANGEON et M. FRANÇOISE (dir.). – *Les robots. Regards disciplinaires en sciences juridiques, sociales et humaines*. – Aix-en-Provence : Presses universitaires d’Aix-Marseille, 2020. – 132 p.

VIENNOIS (J.-P.). – « Le nouveau droit européen du filtrage des investissements étrangers : Règlement (UE) n° 2019/452 du 19 mars 2019 », in **J.-P. VIENNOIS** (dir.). – *Actualité du droit des investissements étrangers en France*. – Actes du colloque « Actualité du droit des investissements étrangers en France », Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020. – *RLDA* 2020/160, n° 6994, p. 26-31.

2. RÉSEAUX ET PROGRAMMES SCIENTIFIQUES

2.1. La Chaire Jean Monnet DMOCRIS (2017-2020)

	Co-funded by the Erasmus+ Programme of the European Union
Projet DMOCRIS : Démocratie et intégration dans une Europe en crise Titulaire de la Chaire : Éric Carpano Référence : 587011-EPP-1-2017-1-FR-EPPJMO-CHAIR Financement : 50 000 euros Durée : 3 ans	  Chaire Jean Monnet DMOCRIS European Union Justice Crise Sécessionnisme

Présentation :

La Chaire DEMOCRIS poursuivait l'objectif fondamental d'améliorer la connaissance du processus d'intégration européenne pour contribuer par la formation et la recherche à la promotion et la relance des valeurs et de la conscience européenne dans une Union en crise. Des actions ont été menées à destination du monde académique et du grand public en matière de formation, de conférences et de recherche :

1/ Formation

En matière de formation, un cycle complet de formation sur les questions européennes a été mis en place pour les étudiants et pour un public plus large (université formation tout au long de la vie)

- **Formation Licence – Master** : la Chaire a apporté son soutien à des cours de droit institutionnel de l'UE en Licence 3 (Ordre juridique de l'Union), en Master de droit public (Droit et politique de l'Union), en Master de droit européen (Droit de l'UE/matériel approfondi / Mobilisation du droit de l'UE (Le droit de l'UE en action) / Droit européen des affaires

- **Création d'un Master** Droit de droit européen des droits de l'homme

- **Formation professionnalisante** : deux séminaires spécifiques ont été créés un de Clinique juridique (droit européen des droits de l'homme et concours internationaux de plaidoirie) et un professionnel.

- **Formation doctorale** : en collaboration avec les universités de Grenoble et de Montpellier, nous avons créé les séminaires doctoraux Jean Monnet qui permettent aux doctorants en droit européen de se rencontrer et de discuter de leurs travaux devant des spécialistes européens de leurs recherches. Deux séminaires ont été organisés en janvier (Grenoble) et octobre 2019 (Lyon). En 2020 le séminaire de Montpellier a dû être annulé.

- **Formation continue** : dans le cadre de la formation continue Philosophie, Langues, Lettres de l'Université Lyon 3, un cycle de formation de 40h destination d'un large public a été proposé sur la genèse et le développement de l'idée européenne (L'Europe entre utopie et réalités)

2/ Cycles de conférences

- **La semaine de l'Europe** (25-29 mars 2019) - Une semaine de cycles de conférences sur le thème de l'Europe est organisé la dernière semaine de mars chaque année e. Cette semaine s'articule autour de différents événements ouverts à tous les publics (conférences, pièce de théâtre, colloque, projections débats). L'invité d'honneur de la première semaine de l'Europe de 2019 était Monsieur le juge Skouris, ancien président de la Cour de justice de l'Union. En 2020, Monsieur Pierre Moscovici, ancien commissaire européen devait être le conférencier principal.

- **La journée sur l'état de l'Union** : les étudiants du Master de droit européen organisent et coordonnent dans le cadre de la Chaire Jean monnet, une journée d'étude sur l'état de l'Union la dernière semaine de mois de janvier en invitant des conférenciers sur les grands enjeux ou les réalisations de l'Union européenne. Deux journées ont été organisées en janvier 2019 et janvier 2020.
- **Une journée** organisée en collaboration avec l'Union des fédéralistes européens sur le thème « Le déficit démocratique dans l'Union européenne : quel rôle pour les partis politiques ? » (17 mars 2018)

3/ Recherche

Organisation de **5 colloques internationaux** :

- L'exception en droit de l'Union européenne (12-13 octobre 2017) (Lyon)
- Intégration, fédéralisme et sécessionnisme : approches comparées des dynamiques territoriales dans l'Union européenne (12-13 avril 2018) (Barcelone)
- Quel État de droit dans une Union en crise ? (11-12 octobre 2018) (Lyon)
- Démocratie et marché dans une Union en crise (13-14 juin 2019) (Lyon)
- Les identités en conflit en Europe (17-18 juin 2019) (Rome)

Les différentes activités menées dans le cadre de la Chaire ont donné lieu à la publication de **trois ouvrages** issus des colloques organisés dans le cadre de la Chaire :

- E. CARPANO et G. MARTI (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Presses Universitaires de Rennes, collection Droits européens, 2019
- E. Carpano et M.-L. BASILIEN-GAINCHE (dir.), *Quel État de droit dans une Europe en crise ?* (colloque publié en ligne à la Revue des droits et libertés fondamentaux, <http://www.revuedf.com/dossier/quel-etat-de-droit-dans-une-europe-en-crise/>)
- E. CARPANO ET G. MARTI (dir.), *Démocratie et marché dans une Union en crise*, Bruylant, coll. Grands colloques, 2020

Deux de ces manifestations scientifiques ont fait également l'objet d'une **captation vidéo** et ont été mis en ligne sur Internet en accès libre :

- [Quel État de droit dans une Europe en crise ?](#)
- [Démocratie et marché dans une Union en crise](#)
- L'ouvrage *Les grandes notions du droit de l'Union européenne* (Presses universitaires de France) en collaboration avec Gaëlle Marti, sortira en juin 2021. Il s'agit d'un ouvrage généraliste sur le droit européen, dans une collection de prestige.

Le **site web du Centre d'études européennes** comporte une [rubrique spécifique sur les activités de la Chaire](#) et toutes les publications et vidéos des colloques sont accessibles.

Programme Erasmus+ | Activités Jean Monnet | Chaires Jean Monnet

Une chaire Jean Monnet est un poste d'enseignement spécialisé dans les études sur l'Union européenne pour les professeurs d'université. Chaque chaire Jean Monnet ne peut être occupée que par un seul professeur, qui doit dispenser au minimum 90 heures d'enseignement par année universitaire sur une période de trois années consécutives. En outre, le titulaire de la chaire doit effectuer au moins une activité supplémentaire par année universitaire.

Ce qui est soutenu

Activités principales (minimum 90 heures par année universitaire)

- approfondir l'enseignement dans le domaine des études européennes dans le cadre du programme officiel d'un établissement d'enseignement supérieur;
- fournir un enseignement approfondi sur les questions européennes aux futurs professionnels de domaines de plus en plus recherchés sur le marché du travail.

Activités supplémentaires

- dispenser un enseignement/des conférences à des étudiants d'autres départements (par exemple architecture, médecine, etc.) pour mieux les préparer à leur future vie professionnelle ;
- encourager, conseiller et encadrer la nouvelle génération d'enseignants et de chercheurs sur les sujets européens ;
- conduire, contrôler et superviser la recherche sur des sujets européens pour d'autres niveaux d'enseignement, tels que la formation des enseignants et l'enseignement obligatoire ;
- participer à des conférences, séminaires/webinaires, ateliers, etc. ciblant les décideurs politiques aux niveaux local, régional et national, ainsi que la société civile.

Soutien disponible

Le montant maximal de la subvention s'élève à **50 000 EUR**. Ce montant peut représenter au maximum **75 %** du coût éligible total de la chaire Jean Monnet.

2.2. L'action Marie Skłodowska-Curie **Transition Governance and Law (2019-2022)**



This project entitled “[NGOs & Transition Governance in Law](#)”, or abbreviated “TransGov & Law” or TGL, aims to study **the role of NGOs in the governance of the energy transition from a legal point of view.**

In international law, the energy transition appears implicitly in Article 2 of the Paris Agreement on Climate, as one of the viable solutions likely to favor the realization of the long-term objective of limiting the rise of the average global temperature to 2° C compared to the pre-industrial level. This Agreement calls for, particularly about Articles 10 to 16, the establishment of a Global Partnership between the various actors involved in the fight against climate change. The TGL project is part of this perspective by focusing specifically on the issue of the participation of civil society (NGOs) in the implementation of the energy transition.

The energy transition is part of the European Union’s realization of an “Energy Union”, which is one of the ten priorities of this organization for 2014-2019, based on three pillars. However, the success of this transition depends on the participation of all stakeholders, whether public (States, local authorities ...) or private (civil society, NGOs, companies, etc.).

The study of the phenomenon of climate change and its consequences for the future of the planet mobilizes the researchers of the exact sciences as much as those of the human and social sciences. Lawyers must take their full part, especially in international law (seeing that it is a global problem), but also in European law and in French and comparative law. It is important to reflect on the role of the various actors, particularly the NGOs, the rules adopted or to be adopted, the areas covered and the modalities for implementing the energy transition. I engaged in such research as part of my PhD thesis, in which I demonstrated that although the reconciliation of environmental and economic goals remains of great interest in the context of the exploitation of natural resources, it must nevertheless now be integrated into a larger framework of the energy transition. I wish to develop this reflection by orienting it on the role of the NGOs in the governance of the energy transition; a theme that is only very little explored by the legal doctrine but appearing fundamental for its success.

The TGL project aims to identify, question, and examine the role of NGOs in, at the same time, the manufacture and implementation of energy law resulting from the energy transition commitment. The new energy system, which must be set up at the international, European and national levels, derives from the legal rules. The energy transition is, in other words, mainly a legal transition. The question of the governance of this transition therefore arises. It first raises the question of the emergence of an energy democracy: should States be the only ones to participate in this transition? It then raises the question of the reciprocal role of soft law and hard law, as well as their possible interactions in the governance of the energy transition. Based on the observation that the implementation of the latter depends to a large extent on the involvement of NGOs, the TGL project intends to show that this involvement can only be effective if certain mechanisms are put in place to this effect. Most of these mechanisms are directly related to State action, which should be verified. It is in light of these mechanisms that the analysis of the role of NGOs, as responsible partners of governments in the implementation of a sustainable transition, can be identified. But again, it is questionable whether, since the Paris Climate Agreement, States have put in place formal procedures and mechanisms for the involvement of NGOs at all levels, both in terms of rules only for the application of these rules. Finally, in the event that measures have been taken, is there a framework for dialogue or public debate conducive to the expression, training and contribution of NGOs in this process, and then favorable to the constitution of a network of exchange and institutional partnership on the energy transition? My work will finally lead to reflect on the role of NGOs in the implementation *stricto sensu* of the energy transition. From this perspective, it will be necessary to find out whether the NGOs have put in place instruments for evaluating public policies on energy transition, likely to affect the whole process. In this context, it will also be asked whether the NGO-specific instruments of

action promote the formation of advisory groups and take into consideration the jurisdictional procedures that guarantee the public interest, or private interests, in the area of energy transition. This analysis will also focus on the ambivalent role of NGOs in energy transition, especially when it comes to lobbies for sensitive issues.

[Dr. Aubin NZAOU](#)

Supervisors :

- [Professor Victor B. FLATT](#): Dwight Olds Chair in Law and Director of the [Center for the Environment, Energy and Natural Resources \(EENR\)](#) at the University of Houston
- [Professor Bernadette LE BAUT-FERRARESE](#): Member of the [Center for European Studies \(CEE\)](#) at University of Lyon, Director of the Master degree “Climate Change Law” and co-director of the Master Degree “European Business Law”, where she teaches in European energy law; member of the “Pau Droit Energie Consortium”, a partnership network of public and private actors in the energy transition, as well as the French Association of Energy Law (AFDEN).

This project has received funding from the European Union’s Horizon 2020 research and innovation programme under the Marie Skłodowska-Curie grant agreement No 845118.

Realizations

- **December 17, 2020 – The Role of Supply Chain Management in Environmental Governance – Webinar**

With **Lee Paddock**, Distinguished Professorial Lecturer of Environmental Law, *George Washington University Law School*; **Victor B. Flatt**, Dwight Olds Chair and Professor of Law, Co-director - Environment, Energy, and Natural Resources (EENR) Center

- **November 13, 2020 – 08:45 am – 12:15 pm CST : The North American Consortium on Legal Education USMCA, Energy, Environment, and Health Challenges : A Legal Context in the Complex Times of COVID-19**

Venue : Online via Zoom ; 3 Panels : English, French, and Spanish

Sponsored by the Center for U.S. and Mexican Law at the University of Houston Law Center, Dalhousie University ; McGill University ; University of Ottawa, CIDE : ITESM ; UNAM ; Universidad Panamericana, George Washington University ; Southwestern Law School ; and University of Arizona.

- **August 18, 2020 – 8:45 am-12:45 pm : 4th Annual North American Environment, Energy, & Natural Resources Conference (Special Webinar Edition) – The New Energy Landscape : COVID-19, Climate Change and Diversification**

- **April 17, 2020 – Houston, TX – 9:00 am-12:30 pm – 1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy - Webinar**

- **April 3, 2020 – Conference Topic : Non-Profit Energy Cooperatives as the Catalyst of the Movement of People to Renewable Electricity Webinar Format**

Conference Venue: University of Houston Law Center, Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center.

Convener: Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center and the Center for U.S. and American Law.

Panel’s Universities: University of Houston Law Center, Vermont Law School, University of New Mexico and Jean Moulin University – Lyon 3.

L'Action Marie Skłodowska-Curie (MSC), Individual fellowship (IF)

Son objectif est de renforcer le potentiel créatif et innovant des chercheurs expérimentés souhaitant diversifier leurs compétences individuelles à travers la formation, la mobilité internationale et intersectorielle avancées.

Elle permet ici de développer, ou de relancer, la carrière des chercheurs qui montrent un grand potentiel, compte tenu de leur expérience.

3. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

3.1. Colloques, journées d'études, ateliers et conférences

3.1.1. Suivi 2020 des manifestations antérieures



29 mars 2019 – UJML3, amphî Huvelin
Quel avenir pour le système européen
de protection des droits de l'homme ?



Colloque organisé par le **CEE** (dir. sc. **Hélène SURREL** et **Loïc ROBERT**), en partenariat avec **SciencesPo Lyon**, avec le soutien de l'**EDIEC** et de la **Commission Recherche de l'Université Jean Moulin Lyon 3**.

Les vidéos sont en ligne sur la [Web TV Lyon 3](#) ou en cliquant directement sur les liens ci-dessous :

- [Ouverture](#) | **Hervé de Gaudemar**, Doyen de la Faculté de droit, **Frédérique Ferrand**, Professeure, Directrice de l'EDIEC et **Gaëlle Marti**, Professeure, Directrice adjointe du Centre d'Études Européennes
- [Du Protocole 11 au Protocole 16 : un système en quête de sens](#) | **Frédéric Sudre**, Professeur émérite, Université de Montpellier

Première partie – Un système de protection entre évolution et mutation | sous la présidence de **Jean-Pierre Marguénaud**, Professeur, Université de Limoges

- [La composition de la Cour européenne : la recherche d'un équilibre entre différentes exigences](#) | **Hélène Surrel**, Professeure, Sciences Po Lyon, EDIEC-CEE
- [Les méthodes de travail de la Cour européenne](#) | **Andrea Tamietti**, Greffier adjoint de la quatrième section de la Cour européenne des droits de l'homme
- [Débats](#)
- [Le défi de l'exécution des arrêts de la Cour européenne](#) | **Loïc Robert**, Maître de conférences, EDIEC-CEE
- [Point de vue sur les grandes évolutions du système de protection](#) | **Andrew Drzemczewski**, Professeur invité, School of Law, Middlesex University London, ancien Chef du Service des questions juridiques et des droits de l'homme, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe
- [Débats](#)

Deuxième partie – La jurisprudence de la Cour, entre acceptation et contestation sous la présidence de **Frédéric Sudre**, Professeur émérite, université de Montpellier

- [La Cour européenne des droits de l'homme en quête d'acceptabilité de ses arrêts](#) | **Frédéric Krenc**, Avocat au barreau de Bruxelles, Chargé d'enseignement, université de Louvain et université Saint-Louis de Bruxelles
- [La jurisprudence de la Cour européenne : une autorité contestée ?](#) | **David Szymczak**, Professeur, Sciences Po Bordeaux

- [La réception de la jurisprudence européenne par le juge français et le juge de l'UE](#)
Le juge judiciaire | **Jean-Pierre Marguénaud**, Professeur, université de Limoges
Le juge administratif | **Christophe Roux**, Professeur, université Lyon 2
Le juge constitutionnel | **Valérie Goesel-Le Bihan**, Professeure, université Lyon 2
Le juge de l'Union européenne | **Laurence Potvin-Solis**, Professeure, université de Caen
- [Conclusions](#) | **Françoise Tulkens**, Ancienne juge et vice-présidente de la Cour EDH

Les vidéos sont en ligne sur la [Web TV Lyon 3](#).

Les actes sont parus en juin 2020 chez Anthemis

ROBERT (L.) et SURREL (H.) / dir. – *Quel avenir pour le système européen de protection des droits de l'homme ?* – Limal : Anthemis, 2020. – 254 p. – (Droit et Justice : 119.)





13-14 juin 2019 – UJML3, MILC
Démocratie et marché dans une Union en crise
 Congrès annuel de la CEDECE-AFEE

Colloque organisé par le CEE (dir. sc. **Éric CARPANO**, **Gaëlle Marti**), avec le soutien de l'**AFEE**, de la **Mission Recherche Droit & Justice**, de la **Commission Recherche UJML3** et de l'**EDIEC**.

Les vidéos sont [en ligne](#) sur cette [chaîne YouTube](#) ou en cliquant sur les images suivantes :



👉 Les actes sont parus en décembre **2020** chez Bruylant.



7 novembre 2019 – Lyon, Centre nautique Tony Bertrand L'utopie

1^{re} journée de l'EDIEC (dir. sc. **Kiara NERI**)

Ouverture | **Frédérique Ferrand**, Professeur, Directrice de l'EDIEC, Directrice de l'IDCEL

Introduction | **Gaëlle Marti**, Professeur, Directrice adjointe du CEE

Regard littéraire | **Benoît Auclerc**, Maître de conférences en littérature française des XX^e et XXI^e siècles, Directeur adjoint du groupe Marge (EA 3712)

Regards juridiques croisés

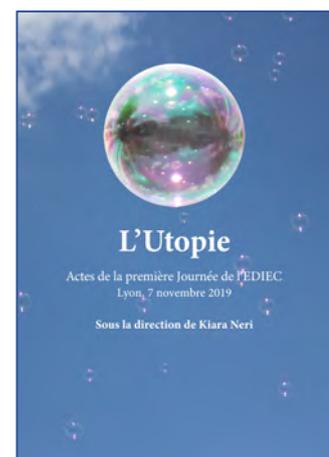
- Le droit comparé peut-il apporter la paix dans le monde ? | **Laurence Francoz Terminal**, Maître de conférences HDR, Directrice adjointe de l'IDCEL
- L'utopie européenne | **Yassine Chattout**, ATER et **Mathieu Rouy**, Doctorant contractuel, CEE
- L'idéal d'articulation des ordres juridiques à l'épreuve des migrations et de la fermeture des frontières | **Cécile Corso**, Docteur en droit, CREDIP
- La protection internationale de l'environnement : douce utopie ? **Françoise Paccaud**, Docteur en droit, CDI



Conclusion | **Kiara Neri**, Maître de conférences HDR, Directrice du CDI

Les actes sont parus en septembre 2020 dans la nouvelle collection en ligne « Les Cahiers de l'EDIEC »

NERI (K.) / dir. – *L'Utopie. Actes de la première Journée de l'EDIEC*. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé. – collection « *Les Cahiers de l'EDIEC* » [en ligne], n° 1. – 2020. – 96 p.



3.1.2. Manifestations organisées en 2020



24 janvier 2020 – UJML3, Amphi Doucet-Bon
L'état de l'Union. Regard vers l'avenir

2^e édition du colloque annuel des étudiants de Master en droit européen, avec le soutien de l'[Association lyonnaise de droit européen](#) (ALYDE) et du [CEE](#) (dir. sc. [Éric CARPANO](#) et [Gaëlle MARTI](#))



12 février 2020 – UJML3, Amphi Malraux
L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal

Colloque [CEE](#) et [EDPL](#) (dir. sc. [Michaël KARPENSCHIF](#) et [Christophe ROUX](#)), avec le soutien de l'[EDIEC](#) et de l'[IDEA](#)

Les actes sont parus en juillet 2020

[KARPENSCHIF \(M.\)](#), [ROUX \(Chr.\)](#) / dir. – *L'exception in house, 20 ans après l'arrêt Teckal*. – Actes du colloque EDPL/EDIEC du 12 février 2020 / dir. sc. [M. KARPENSCHIF](#) et [Chr. ROUX](#). – *JCP A* 2020, études 2197 à 2208.



26 février 2020 – Tour Incity
Actualité du droit des investissements étrangers en France

Colloque organisé par l'[Association du Master Droit et ingénierie financière](#) (dir. sc. Jean-Pierre VIENNOIS)

Les actes sont parus en juin 2020

VIENNOIS (J.-P.) / dir. – *Actualité du droit des investissements étrangers en France*. – Actes du colloque, Lyon, Association Master Droit et ingénierie financière, 26 février 2020 / dir. Jean-Pierre VIENNOIS. – RLDA 2020/160, n° 6994 à 6996, p. 24-41.



17 avril 2020 – Houston, Webinar
1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy

Webinar from Houston dans le cadre du projet TGL (dir. sc. **A. NZAOU/V.B. FLATT**)



1^{er} octobre 2020 – UJML3, Amphi Huvelin
Le réfugié climatique

Journée d'études **CEE** (dir. sc. **Bernadette LE BAUT-FERRARESE**)

Les actes paraîtront en 2021 dans la collection « [Les Cahiers de l'EDIEC](#) » [\[en ligne\]](#).

3.2. Communications à des colloques, journées d'études, conférences et séminaires

CARPANO (É.). – « Le droit de la concurrence comme régulateur du marché numérique : une évolution dans l'État de droit ? » – Communication. – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

CHATTOU (Y.). – *Discutant, Panel 3 : L'Europe à deux vitesses.* – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

GALLAND (D.). – *Discutant, Panel 2 : Souveraineté numérique et protection des données personnelles.* – Colloque *L'état de l'Union : Un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

KARPENSCHIF (M.).

– « *In house, droit de la concurrence et droit des aides d'État* ». – Communication. – Colloque *L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal* / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et Chr. ROUX. – Lyon : EDPL/CEE, 12 février 2020.

– « *L'évolution de l'exception in house* ». – Présidence de table ronde. – Colloque *L'exception in house, vingt ans après l'arrêt Teckal* / dir. sc. **M. KARPENSCHIF** et Chr. ROUX. – Lyon : EDPL/CEE, 12 février 2020.

LE BAUT-FERRARESE (B.).

– Introduction générale et modération. – Colloque *Le réfugié climatique* / dir. **B. LE BAUT-FERRARESE**. – Lyon : UJML3, 1^{er} octobre 2020.

– « *Europeanisation of the Development of Renewable Energy in Transition* ». – Communication. – *1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy*. – Webinar from Houston (Texas), Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center et Center for US and Mexican Law of University of Houston Law Center / dir. sc. **A. NZAOU** et V.B. FLATT), 17 avril 2020.

LEKKOU (E.).

– « *Les chiffres dans le droit de la commande publique* ». – Communication. – Colloque *Chiffre(s) et droit public*. – Lyon / Association des doctorants en droit public de l'Université de Lyon (ADPL), 8 octobre 2020.

– « *L'Europe à deux vitesses : une réforme nécessaire à la poursuite de l'intégration ?* » – Communication. – Colloque *L'état de l'Union : un regard vers l'avenir* / dir. sc. **É. CARPANO** et **G. MARTI**. – Lyon : Masters Droit européen/ALYDE/CEE, 24 janvier 2020.

MARTI (G.). – « *L'obsolescence étatique programmée : le dépassement de l'État à l'ère numérique* ». – Communication. – Colloque *Le dépassement de l'État dans la globalisation*. – Cergy : 7-8 février 2020.

NERI (K.) et ROBERT (L.). – « Asylum Qualification Directive ». – Communication. – *2nd Workshop of the Jean Monnet Network Migration and asylum policies systems (MAPS)*. – Sarajevo : 24 février 2020.

NZAOU (A.). – « Recent Developments in Energy Transition Law and Policy ». – Communication. – *1st Annual Conference Global Energy Transition Law and Policy*. – Webinar from Houston (Texas), Environment, Energy and Natural Resources (EENR) Center et Center for US and Mexican Law of University of Houston Law Center (dir. sc. **A. NZAOU** et V.B. FLATT), 17 avril 2020.

VIENNOIS (J.-P.). – « Introduction ». – Communication. – Colloque *Actualité du droit des investissements étrangers en France* / dir. sc. **J.-P. VIENNOIS**. – Lyon : Association du Master Droit et ingénierie financière/EDIEC, 26 février 2020.

4. ORGANISATION ET VIE DU CEE

4.1. Soutenances de thèses



Panaghiota KATSORCHI. – *Le réseau des règles de droit international européen de la concurrence.* – Thèse en droit international, européen et comparé, dirigée par le professeur **Jean-Pierre VIENNOIS** et soutenue le 18 septembre 2020.

4.2. Prix, distinctions et nominations

1^{er} septembre 2020

- Nomination **Christine Ferrari-Breur**, MCF HDR, en tant que directrice de l'**Institut Droit Art Culture (IDAC)**
- Nomination de **Gaëlle Marti** au Comité de pilotage de la **Clinique juridique** de la Faculté de Droit
- Nomination de **Amaury Cravarezza**, ATER en droit public
- Nomination de **Marylou Françoise**, ATER en droit privé
- Nomination de **Abdoulaye Sow**, ATER en droit public
- Nomination de **Georges Tirel**, ATER en droit public

24 septembre 2020



Le 13^e prix des Droits de l'Homme de la Chaire lyonnaise des droits de l'Homme est attribué à la thèse de **Léa Maulet** (*L'office de la Grande chambre de la Cour européenne des droits de l'homme / dir. Hélène Surrel*)

4 octobre 2020



Nomination de **Mathieu Rouy**, Ambassadeur [EU Careers](#) pour la Faculté de droit

16 novembre 2020

- Élection de **Éric Carpano** au conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège A)
- Élection de **Michaël Karpenschif** à la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège A, groupe 1)
- Élection de **Gaëlle Marti** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 1, groupes 1 et 2)
- Élection de **Efthymia Lekkou** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège 3, groupes 1 et 2)
- Élection de **Marie Tillmann** à la commission de la recherche du conseil académique de l'université Jean Moulin Lyon 3 (collège usagers)

7 décembre 2020

- Élection de **Éric Carpano** à la présidence du conseil d'administration de l'université Jean Moulin Lyon 3

9 décembre 2020

- Nomination de **Bernadette Le Baut-Ferrarese** au *Scientific and Educational Advisory Board (SEAB)* pour la construction de l'Institut de l'énergie de l'Université de Paris-Saclay

18 décembre 2020

- Élection de **Gaëlle Marti** en tant que directrice du Centre d'études européennes
- Nomination de **Loïc Robert** en tant que directeur adjoint du Centre d'études européennes
- Nomination de **Étienne Durand** en tant que responsable pédagogique du Master Droit européen des affaires

4.3. Support pour les masters et les doctorants

4.3.1. Soutien aux masters adossés

À l'origine, l'Équipe était le support scientifique des mentions **Droit européen** et **Droit international**, qui comprenaient 3 Masters (**Droit européen des affaires**, **Droit international**, **Droit privé international et comparé**).

Depuis la rentrée 2019-2020, l'offre de formation s'est enrichie avec la création de trois nouveaux masters¹ :

- Master Droit européen des affaires / dir. Étienne Durand ;
- **Master Droit européen des droits de l'homme / dir. Gaëlle Marti ;**
- **Master Droit global du changement climatique / dir. Bernadette Le Baut-Ferrarese ;**
- Master Droit international public / dir. Sandrine Cortembert ;
- **Master Droit des organisations internationales / dir. Kiara Neri ;**
- Master Droit privé international et comparé / dir. Jeremy Heymann.

4.3.1.1. Soutien des opérations pédagogiques et scientifiques

Le CEE apporte son soutien logistique (ingénierie, matériel, communication), financier, pédagogique et scientifique aux :

- concours de plaidoirie portés par les associations de promotion des masters ;
- colloques et cérémonies organisés par les associations de promotion des masters.



24 janvier 2020 (Amphi Doucet-Bon). – *L'état de l'Union. Regard vers l'avenir.* – 2^e édition du colloque annuel des étudiants de Master en droit européen, avec le soutien de l'**Association lyonnaise de droit européen (ALYDE)** et du **CEE** (dir. sc. É. CARPANO et G. MARTI)



¹ Sont également dirigés par des enseignants-chercheurs membres de l'EDIEC :

- le Master Droit bancaire et financier et le DJCE en formation continue / dir. **Frédérique Ferrand** ;
- le Master Droit et fiscalité du marché de l'art / dir. **Christine Ferrari-Breuer** ;
- le Master Droit et ingénierie financière / dir. **Jean-Pierre Viennois** ;
- le Master Droit de la propriété intellectuelle / dir. **Nicolas Bouche** ;
- le Master Droit public des affaires / dir. **Michaël Karpenschif**.

4.3.1.2. Publication en ligne des meilleurs mémoires des masters adossés à l'EDIEC

Depuis 2012, la collection « **Les mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé** » publie en ligne les meilleurs mémoires des Masters adossés à l'Équipe. Il s'agit des mémoires ayant obtenu la note minimale de **16/20**, quel que soit leur nombre et quel que soit le parcours professionnel envisagé par l'étudiant.

Les mémoires sont transmis dans leur version après soutenance, mis en forme, corrigés, validés par l'auteur et le directeur/la directrice, et mis en ligne au cours du dernier trimestre de l'année universitaire.

Ainsi **deux nouveaux volumes** ont été publiés cette année :



GRAVEZ (Emeline). – *L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie*. – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Loïc ROBERT**, Maître de conférences. – Lyon : Équipe de droit international, européen et comparé, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)



POUZET (Clémentine). – *Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur*. – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de **Gaëlle MARTI**, Professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)

L'intégrale de la collection « Les Mémoires de l'EDIEC »

- AFOGO (Nouwagnon Olivier).** – [Les mesures conservatoires du Tribunal international du droit de la mer et la protection du milieu marin. – Mémoire de Master 2 Droit international public](#) / sous la direction de Pascale RICARD, chargée de recherche CNRS. – Lyon : EDIEC, 2020. – 138 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 26.)
- GRAVEZ (Emeline).** – [L'Union européenne face à la remise en cause de l'État de droit en Pologne et en Hongrie.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Loïc ROBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2020. – 55 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 25.)
- BILBAO (Pauline de).** – [Vers la gestion durable des ressources halieutiques : la mise en œuvre intégrée de l'Objectif de développement durable n° 14.](#) – Mémoire de Master 2 Droit des organisations internationales / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences HDR, et Pascale RICARD, chargée de recherche au CNRS. – Lyon : EDIEC, 2020. – 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 24.)
- BASILIEN (Joseph).** – [La protection de la partie faible au contrat international : regard sur l'encadrement des clauses de choix de loi, de forum et clauses compromissaires aux États-Unis et dans l'Union européenne.](#) – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Ludovic PAILLER, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 93 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 23.)
- POUZET (Clémentine).** – [Les modes de régulation de l'intelligence artificielle par le droit européen : entre droit souple et droit dur.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des droits de l'homme / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2020. – 103 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 22.)
- BRUNERIE (Claire).** – [La commercialisation des tests génétiques.](#) – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Hugues FULCHIRON, professeur. – Lyon : EDIEC, 2019. – 76 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 21.)
- PELLET (Valentine).** – [État de droit et indépendance judiciaire en droit de l'Union européenne.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2019. – 89 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 20.)
- MUSY (Pierre).** – [Le règlement pacifique du différend frontalier terrestre entre le Honduras et El Salvador.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Hélène HAMANT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2019. – 129 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 19.)
- LACOUR (Coline).** – [La recherche du juge naturel pour connaître du délit virtuel dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.](#) – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction de Cyril NOURISSAT, professeur. – Lyon : EDIEC, 2018. – 45 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 18.)
- SANCHEZ (Sirine Hocina).** – [L'intervention des États tiers devant la Cour internationale de justice telle que prévue à l'article 62 de son statut.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine CORTEMBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2018. – 73 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 17.)
- ROUY (Mathieu).** – [Le critère d'« intégration sociale » dans la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Gaëlle MARTI, professeur. – Lyon : EDIEC, 2018. – 84 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 16.)

- GUERIN (Antoine).** – [Aspects juridiques européens de la situation migratoire à Calais.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction de Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE, professeur. – Lyon : EDIEC, 2017. – 135 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 15.)
- YOLAL (Emrullah).** – [Le coup d'État en droit international.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Sandrine CORTEMBERT, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2017. – 218 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 14.)
- PRINA (Fabien).** – [L'Arctique : vers un statut juridique approprié ?](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2016. – 128 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 13.)
- GARON (Godefroy).** – [Le contentieux frontalier terrestre franco-surinamien ou Contesté du Maroni.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2016. – 126 p. ; Annexes, 127 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 12.)
- MORALES (Athénaïs).** – [Abus de procédure, fraude et forum shopping dans l'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements.](#) – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Malik LAAZOUZI. – Lyon : EDIEC, 2016. – 107 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 11.)
- BEZIADE (Colin).** – [Les traités successifs en droit international.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Kiara NERI, maître de conférences. – Lyon : EDIEC, 2015. – 150 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 10.)
- LETOURNEUX (Laura).** – [L'interaction entre les règles de l'organisation et la lex specialis dans le projet d'articles de 2011 sur la responsabilité des organisations internationales.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction de Frédérique LOZANORIOS, docteur en droit. – Lyon : EDIEC, 2015. – 130 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 9.)
- VUILLERMOZ (Charline).** – [L'influence de l'Union européenne sur le droit des investissements.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international privé et comparé / sous la direction du professeur Malik LAAZOUZI. – Lyon : EDIEC, 2015. – 73 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 8.)
- CRAVAREZZA (Amaury).** – [Le standard de l'opérateur privé en économie de marché.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Michaël KARPENSCHIF. – Lyon : EDIEC, 2015. – 94 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 7.)
- JACQUET-CORTES (Christopher).** – [La proposition de règlement du 11 octobre 2011 sur le Droit Commun Européen de la Vente. Regard de la doctrine française.](#) – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Pascale DEUMIER. – Lyon : EDIEC, 2014. – 89 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 6.)
- GRANGEON (Julie).** – [La réparation du dommage concurrentiel saisie par le droit de l'Union européenne. Approche comparative.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Éric CARPANO. – Lyon : EDIEC, 2014. – 80 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 5.)
- OUOBA (Moussa).** – [La CEDEAO et le chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Aspects récents du maintien de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest.](#) – Mémoire de Master 2 Droit international public / sous la direction du professeur Stéphane DOUMBE-BILLE. – Lyon : EDIEC, 2013. – 113 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 4.)
- PINHEL ARAUJO (Cassandra).** – [La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne à la lumière de la Charte des droits fondamentaux.](#) – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Hélène SURREL. – Lyon : EDIEC, 2013. – 133 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 3.)

BARBA (Maxime). – [*L'exequatur sous le regard de la Cour européenne des droits de l'homme*](#). – Mémoire de Master 2 Droit privé international et comparé / sous la direction du professeur Louis D'AVOUT. – Lyon : EDIEC, 2012. – 88 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 2.)

JURY (Fabrice). – [*La contractualisation des obligations de service public : un vecteur d'efficacité économique des services d'intérêt économique général*](#). – Mémoire de Master 2 Droit européen des affaires / sous la direction du professeur Michaël KARPENSCHIF. – Lyon : EDIEC, 2012. – 110 p. – (Les Mémoires de l'Équipe de droit international, européen et comparé : n° 1.)

4.3.2. Soutien aux doctorants

L'EDIEC soutient les activités des **doctorants** dirigés par les enseignants-chercheurs des quatre centres de recherche qui la composent, le CDI, le CEE, le CREDIP et l'IDCEL.

Depuis 2016, l'Équipe réserve **7 % de sa dotation** aux déplacements de ses doctorants consacrés à leurs activités de recherche en leur apportant un cofinancement, et cela indépendamment des crédits généraux ou budgets spécifiques mobilisables par les quatre centres de recherche, [l'École doctorale de droit ED 492](#) ou le **Service général de la recherche** de l'université Jean Moulin Lyon 3.

4.4. Documentation scientifique



La mise à disposition du public des ouvrages et des périodiques est l'une des activités de l'EDIEC.

En effet, l'unité de recherche est le **support scientifique** de 6 Masters (*Droit européen, Droit international public, Droit privé international et comparé*) et le fonds est rendu accessible aux étudiants à partir du Master.

La Bibliothèque Montesquieu-EDIEC, **bibliothèque associée** au [Service Commun de la Documentation \(SCD\)](#), dispose du plus important fonds de monographies et d'ouvrages de droit après les bibliothèques centrales, avec **plus de 3 000 ouvrages** au 31/12/2020. La localisation des ouvrages du fonds s'effectue par le [catalogue général](#) des bibliothèques de Lyon 3.

Intégré à la Bibliothèque Montesquieu, le fonds documentaire du **CEE** est **agréé par l'Union européenne** ([Office des publications de l'Union européenne](#), OPUE, Luxembourg), avec [une vingtaine d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche de France](#). Ainsi est-il chargé de l'information sur l'intégration européenne à Lyon. Le CEE est ainsi assujéti à trois obligations :



Être dépositaire de documents d'information officielle en version papier et/ou électronique et les mettre à disposition du public : enregistrement, stockage, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Acquérir des **ouvrages** et s'abonner à des **revues thématiques européennes** : commande, enregistrement, classement, accueil et orientation du public, gestion du prêt ;
Permettre la **consultation des bases de données spécialisées et de sites institutionnels Internet**.

La localisation des ouvrages par le logiciel Koha permet de rendre visible nationalement le fonds, consultable notamment par l'intermédiaire du **Système Universitaire de Documentation (SUDOC)**.

4.5. Le CEE en ligne



Fréquentation du site web du CEE² (<http://cee.univ-lyon3.fr/>)

Années	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ³	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Nbre cumulé de visites (2009-2020)
Moyenne journalière	47	47	40	47	38	29	25	24	33	47	47	41	168 050
Moyenne mensuelle	1 306	1 452	1 232	1 447	1 171	886	760	744	1 020	1 450	1 453	1 233	
Total annuel	13 603	17 426	14 787	17 369	14 063	10 638	9 129	9 144	12 250	17 408	17 443	14 795	

Origine des visites (données cumulées depuis 2009) :

Les visites sont effectuées principalement via les moteurs de recherche (*Google, Qwant, Bing, Ecosia, Duckduckgo*), mais aussi par l'intermédiaire des sites web, notamment celui de l'EDIEC.

Répartition des visites depuis la création du site (données cumulées depuis 2009) :

C'est la rubrique *Vie du site (Accueil/Présentation, Brèves, Formulaire de contact, Mentions légales)* qui est la plus fréquentée (**67 %** des visites) depuis la création du site, précédant en cela les rubriques consacrées aux activités scientifiques (**12 %**), puis pédagogiques (**8 %**) du centre.

Records de visites (données cumulées depuis 2009) :

- Record journalier : 13 septembre 2018 – 645 visites ;
- Record mensuel : août 2009 – **2 659** visites (17^e Université européenne d'été du CEE). Et, au deuxième rang, **2 490** visites en septembre 2018.

² Les données sont générées par le système de publication SPIP qui comptabilise les différentes adresses IP.

³ Le site a été désactivé durant sa maintenance et redirigé sur le site web de l'EDIEC en novembre 2014.

ANNEXES

STATUTS DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES

Titre 1 : Missions

Article 1^{er}

Le Centre d'études européennes a le statut de centre de recherche de la Faculté de droit de l'Université Lyon 3.

Il est rattaché à l'Équipe de droit international européen et comparé (EDIEC, EA n° 4185). Son siège est fixé à la Faculté de droit, 15 Quai Claude Bernard, 69007 LYON.

Article 2

Le Centre d'études européennes a pour missions principales :

- 1) de promouvoir et d'encourager toutes formes de recherches et d'études relevant des questions européennes en général et du droit européen en particulier ;
- 2) de favoriser l'enseignement du droit de l'Union ;
- 3) de contribuer au développement des relations entre l'Université et les milieux non universitaires : administrations d'État ou collectivités territoriales, professions juridiques, milieux économiques... ;
- 4) d'assurer le relais de l'Union au plan régional, en offrant à toute personne ou institution, publique ou privée, une source d'information exhaustive sur les activités européennes ;
- 5) d'encadrer les étudiants en master et en doctorat et promouvoir les recherches individuelles et collectives ;
- 6) d'organiser des journées d'étude, des séminaires, des universités d'été et des colloques dont les actes donnent lieu à publication.

Le Centre d'Études Européennes est le support scientifique de la spécialité Droit européen, qui comporte le master Droit européen des affaires (année 1 et 2).

Article 3

Sont membres du Centre d'études européennes :

Les professeurs et maîtres de conférences, ATER, doctorants contractuels ou enseignants vacataires de la Faculté de droit assurant des enseignements ou menant des travaux de recherche en droit européen ou sur les questions européennes, qui manifestent le désir d'être rattachés au Centre ;

Les étudiants inscrits à l'École doctorale de la Faculté de droit assurant des enseignements ou menant des recherches en droit européen ou sur les questions européennes, qui manifestent le désir d'être rattachés au Centre ;

Peut être membre associé toute personne qui participe effectivement aux activités de recherche du CEE. La demande d'association est soumise au Conseil de laboratoire sur avis conforme du directeur ou de la directrice de l'EDIEC et du Doyen de la Faculté de Droit.

Titre 2 : Organes

Article 4

Le Centre est dirigé par un directeur ou une directrice et administré par un Conseil, ci-après dénommé le Conseil de laboratoire.

Article 5

Le Conseil de laboratoire est composé :

- du Doyen de la Faculté de droit, membre de droit ;
- du directeur ou de la directrice de l'EDIEC, membre de droit ;

- du directeur adjoint ou de la directrice adjointe, membre de droit ;
- des professeurs et maîtres de conférences de la Faculté de droit membres rattachés au Centre, membres de droit ;
- de trois étudiants élus par l'ensemble des étudiants inscrits à l'Ecole doctorale de la Faculté de droit rattachés au Centre.

La durée du mandat des membres élus du Conseil est de deux ans. Ils/elles sont rééligibles.

Article 6

Le directeur ou la directrice est nommé(e) par le Doyen de la Faculté de droit sur proposition du directeur ou de la directrice de l'EDIEC après avis de l'ensemble des membres du Centre d'études européennes.

La durée du mandat du directeur ou de la directrice est de cinq ans renouvelables.

Article 7

Le directeur adjoint ou la directrice adjointe est nommé(e) par le directeur ou de la directrice du Centre d'études européennes.

Ses fonctions prennent fin en même temps que celles du directeur ou de la directrice.

Article 8

L'assemblée générale de l'ensemble des membres du Centre se réunit une fois par an sur convocation du directeur ou de la directrice.

L'assemblée générale a une fonction consultative.

Titre 3 : Fonctions

Le Conseil de laboratoire

Article 9

Le Conseil est présidé par le directeur ou la directrice du Centre ou, en cas d'empêchement, par le directeur adjoint ou la directrice adjointe.

Il se réunit au moins deux fois par an et, chaque fois que nécessaire, sur convocation de son directeur ou de sa directrice. La réunion peut en être demandée par le tiers au moins de ses membres.

Toute personnalité dont la présence serait utile en fonction de l'ordre du jour peut être invitée par le directeur ou la directrice à participer à la séance, avec voix consultative.

Les délibérations du Conseil ne sont pas publiques. Elles sont adoptées à la majorité des membres présents ou représentés. Le nombre de procurations est limité à deux par personne.

Article 10

En matière scientifique, le Conseil arrête, sur proposition du directeur ou de la directrice, le programme d'activités du Centre et délibère sur toute question relevant des activités du Centre.

Article 11

Le Conseil délibère sur la répartition des crédits du Centre. Les ressources du Centre sont constituées par :

- une part de la dotation de l'Équipe de droit international, européen et comparé équivalente à celle attribuée avant 2011 par l'Équipe de droit public (sauf si la dotation de l'EDIEC venait à être substantiellement réduite) ;
- les subventions publiques et privées qui lui seraient attribuées ;
- la rémunération de ses activités et toutes autres recettes qui pourraient lui être allouées.

Directeur / Directrice

Article 12

Le directeur ou la directrice anime et coordonne les activités scientifiques du Centre. Il ou elle présente chaque année au Conseil un rapport sur son fonctionnement.

Article 13

Le directeur ou la directrice est chargé(e) de l'administration du Centre.

Article 14

Le directeur ou la directrice prépare les séances du Conseil, en établit l'ordre du jour et en convoque les membres, au moins huit jours à l'avance, sauf urgence. Il assure l'exécution de ses délibérations.

Article 15

Le directeur ou la directrice supervise l'engagement des crédits du Centre.

Directeur adjoint / Directrice adjointe

Article 16

Le directeur adjoint ou la directrice adjointe assiste le directeur ou la directrice dans l'exécution des missions visées aux articles 12 à 15.

Article 17

Le directeur ou directrice peut déléguer au directeur adjoint ou à la directrice adjointe tout ou partie des compétences visées aux articles 12 à 15.

À la demande expresse du directeur ou de la directrice, le directeur adjoint ou la directrice adjointe peut représenter le Centre dans toute réunion ou rencontre professionnelle se tenant à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Université Lyon 3.

Article 18

Les présents statuts peuvent être révisés par le Conseil de laboratoire à la majorité des deux tiers de ses membres présents ou représentés. Le nombre de procurations est limité à deux par personne.

Aucune modification ne peut entrer en application avant d'avoir été approuvée par le Conseil de la Faculté après avis du directeur ou de la directrice de l'EDIEC.

Statuts approuvés par le conseil d'administration de la Faculté de droit le 16 mars 2018 et par le conseil d'administration de l'Université Jean Moulin Lyon 3 le 18 septembre 2018.



Évaluation de la recherche

RÉSUMÉ FINAL DE L'ÉVALUATION DE
L'UNITÉ :

Équipe de droit international,
européen et comparé (EDIEC)

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :

Université Jean Moulin Lyon 3

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2019-2020
VAGUE A

Rapport publié le 12/06/2020

Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur



Pour le Hcéres¹ :

Nelly Dupin, Présidente par intérim

Au nom du comité d'experts² :

Laurence Idot, Présidente du comité d'experts

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014 :

¹ Le président du Hcéres "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président". (Article 8, alinéa 5) ;

² Les rapports d'évaluation "sont signés par le président du comité". (Article 11, alinéa 2).

Équipe de droit international, européen et comparé, EDIEC, U LYON 3, M^{me} Frédérique FERRAND

Les données chiffrées présentées dans le tableau de ce document sont extraites des fichiers déposés par la tutelle dépositrice au nom de l'unité.

PRÉSENTATION DE L'UNITÉ

Nom de l'unité :	Équipe de droit international, européen et comparé
Acronyme de l'unité :	EDIEC
Label et N° actuels :	EA 4185
Type de demande :	Renouvellement à l'identique
Nom du directeur (2019-2020) :	M ^{me} Frédérique Ferrand
Nom du porteur de projet (2021-2025) :	M ^{me} Frédérique Ferrand
Nombre d'équipes et /ou de thèmes du projet :	/

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Présidente :	M ^{me} Laurence IDOT, Université Paris 2
Experts :	M ^{me} Anne Sophie CHONE GRIMALDI, Université de Nanterre M. Aymeric POTTEAU, Université de Lille M ^{me} Bérangère TAXIL, Université d'Angers

REPRÉSENTANT DU HCÉRES

M^{me} Pauline TÖRK

REPRÉSENTANT DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ

M. Peter WIRTZ, VP Recherche Université Jean Moulin Lyon 3

INTRODUCTION

HISTORIQUE, LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE ET ÉCOSYSTÈME DE RECHERCHE

L'EDIEC, créée comme Jeune équipe de l'Université Lyon 3 lors du contrat quadriennal 2003-2006, était à l'origine composée de deux centres, le Centre de droit international (public), CDI, et l'Institut de droit comparé Édouard Lambert (IDCEL). Elle est devenue Équipe d'accueil (EA n° 4185) en 2007 avant de s'étoffer en 2011 avec l'arrivée du Centre d'Études Européennes (CEE). A été créé ensuite en 2009 un nouveau centre au sein de l'Équipe : le Centre de recherche en droit international privé (CREDIP).

L'EDIEC se compose aujourd'hui de quatre centres : CDI, CEE, CREDIP et IDCEL. Elle est installée au siège de la Faculté de droit, 15 Quai Claude Bernard 69 007 - Lyon. Ses locaux sont situés au dernier étage du bâtiment, Aile Montesquieu, où elle dispose, notamment, d'une bibliothèque de recherche pour enseignants-chercheurs, doctorants et étudiants de Master 2, qui sert parfois de salle de séminaire ou de conférence, et de huit bureaux (soit en tout 303 m²).

Au sein de l'Université de Lyon, l'EDIEC est membre du réseau de valorisation animé par la SATT Pulsalys et est un laboratoire associé à la MSH Lyon St-Étienne, qui rassemble aujourd'hui 50 laboratoires de recherche.

Elle ne s'est toutefois pas encore engagée dans un projet interdisciplinaire dans l'un des axes lancés par la MSH.

Au-delà de l'Université, l'EDIEC participe activement au GDR Réseau Universitaire Européen Droit de l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice (RUEDELSJ), créé en 2011 par le CNRS, et renouvelé en 2015. L'EDIEC est également partenaire du Consortium Pau-Droit de l'énergie.

DIRECTION DE L'UNITÉ

M^{me} Frédérique FERRAND

NOMENCLATURE HCERES

SHS2

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

Lors du dernier contrat (2015-2019), quatre axes de recherche avaient été définis :

1. Un axe sur les **droits international, européen et comparé comme outils d'articulation entre les droits**.
2. Un axe **Justices et intégration** regroupant trois pôles :
 - a. un fort pôle de procédures (française, européenne, internationale et comparée) ;
 - b. un pôle sécurité et maintien de la paix ;
 - c. un pôle contentieux et reconnaissance.
3. Un axe **Marchés et développement** avec des recherches en droit de la concurrence et du commerce international, en droit des contrats internationaux, en droit international privé économique, en droit du Développement, e droit international économique et investissements.
4. Un axe **Personnes et libertés** autour de l'histoire des droits fondamentaux, du droit des migrations, droit des minorités et des peuples autochtones, du droit comparé, européen et international de la famille

Pour le contrat à venir, l'EDIEC recentrerait ses recherches autour de trois grands axes :

1. Européanisation, modèles et systèmes de droit (européanisation et droit international des affaires, et résolution des différends et dynamiques d'intégration) ;
2. Mobilité, droits et libertés (respect des droits humains dans le cadre des mesures de police de mer ; mobilité et libertés) ;
3. Globalisation sécurité et comparaison (globalisation et transition ; globalisation et comparaison).

EFFECTIFS DE L'UNITÉ

Nom de l'unité : Équipe de droit international, européen et comparé - EDIEC		
Personnels en activité	Nombre au 30/06/2019	Nombre au 01/01/2021
Professeurs et assimilés	12	12
Maîtres de conférences et assimilés	13	13
Directeurs de recherche et assimilés	0	0
Chargés de recherche et assimilés	0	0
Conservateurs, cadres scientifiques EPIC, fondations, industries...	0	0
Professeurs du secondaire détachés dans le supérieur	0	0
ITA-BIATSS, autres personnels cadre et non cadre EPIC...	1	1
Sous-total personnels permanents en activité	26	26
Enseignants-chercheurs non titulaires, émérites et autres	1	
Chercheurs non titulaires, émérites et autres (excepté doctorants)	9	
Doctorants	6	
Autres personnels non titulaires	1	
Sous-total personnels non titulaires, émérites et autres	17	
Total personnels	43	26

AVIS GLOBAL SUR L'UNITÉ

L'EDIEC, dont le caractère dynamique avait déjà été relevé lors de la précédente évaluation, a confirmé sa place centrale au sein de l'Université. L'activité scientifique a été soutenue, dense et diversifiée, tant dans les thématiques que dans les types d'exercice. Avec une équipe demeurée stable, en EC comme en personnel administratif, l'Unité a même accru de manière significative le nombre de ses publications et manifestations scientifiques. Ce résultat très satisfaisant s'explique en particulier par les efforts faits pour permettre aux jeunes chercheurs de contribuer activement aux activités scientifiques. Malgré sa faible dotation financière, l'Unité a su par ailleurs trouver des sources de financement extérieur en obtenant divers contrats, en particulier en droit de l'Union, ainsi que, plus récemment, un contrat ANR, ce qui lui a permis de mener les divers projets.

Parallèlement, l'unité a mené une politique de diffusion efficace de ses travaux.

Le dynamisme de l'unité ainsi que son champ de recherche pluridisciplinaire qui dépasse les clivages habituels en droit la rendent d'autant plus attractive que l'activité s'insère dans un réseau international diversifié au sein de l'Union et hors Union européenne. Bien intégrée dans les milieux professionnels du droit (avocats, notaires), l'unité a fait des efforts notables pour mener des actions de vulgarisation, via en particulier les journées de l'Europe.

Dans un contexte globalement défavorable, le nombre de thèses inscrites et de thèses soutenues est resté au même niveau élevé que précédemment, sans doute grâce à une dotation en contrats doctoraux satisfaisante au regard des moyens de l'Université. La recherche d'autres sources de financement pour les thèses (ex. convention CIFRE) ne semble toutefois pas avoir donné les résultats escomptés.

Le regroupement de l'ensemble des membres de l'unité dans un même lieu rassemblant les moyens de recherche communs (bibliothèque, ressources informatiques) est un élément indispensable au bon fonctionnement de l'unité. Ce lieu unique facilite indéniablement les échanges entre EC spécialisés dans des disciplines différentes, malgré les liens qu'elles présentent, et l'intégration des doctorants. La relative sous dotation en personnel administratif relevée précédemment reste toutefois d'actualité, même si l'équipe en place a fourni un travail remarquable.

Le projet de recherche, tout en restant ambitieux, a été resserré autour de trois grands axes qui permettent de couvrir les champs couverts par les quatre centres qui composent l'unité. Tout en prévoyant des travaux véritablement communs, il devrait permettre à chacun de continuer à développer son particularisme.

Compte tenu des très bons résultats obtenus jusqu'à présent, le projet semble tout à fait réalisable, y compris dans le nouveau contexte institutionnel qui se profile.

Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des coordinations territoriales
Évaluation des établissements
Évaluation de la recherche
Évaluation des écoles doctorales
Évaluation des formations
Évaluation et accréditation internationales



2 rue Albert Einstein
75013 Paris, France
T. 33 (0)1 55 55 60 10

hceres.fr

[@Hceres_](https://twitter.com/Hceres_)

[Hcéres](https://www.youtube.com/Hceres)

Centre d'Études Européennes (CEE)

Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit – CEE

15 quai Claude Bernard – 69007 Lyon

Adresse postale : Université Jean Moulin Lyon 3 – Faculté de Droit (Quais) – EDIEC

1C avenue des Frères Lumière CS 78242 69372 Lyon Cedex 08

Tél. : ++ 00 / (33) 4 78 78 72 51 / Courriel : cee@univ-lyon3.fr / Page web : <http://cee.univ-lyon3.fr>



ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET DOCTORANTS MEMBRES DU CENTRE D'ÉTUDES EUROPÉENNES (CEE)

Enseignants-chercheurs :

Éric **CARPANO**, Professeur de droit public

Mathieu **CARDON**, Maître de conférences en droit public

Thierry **DEBARD**, Professeur de droit public

Étienne **DURAND**, Maître de conférences en droit public

Christine **FERRARI-BREEUR**, Maître de conférences HDR en droit public

Michaël **KARPENSCHIF**, Professeur de droit public

Bernadette **LE BAUT-FERRARESE**, Professeur de droit public

Efthymia **LEKKOU**, Maître de conférences en droit public

Gaëlle **MARTI**, Professeur de droit public, Directrice

Loïc **ROBERT**, Maître de conférences en droit public, Directeur adjoint

Hélène **SURREL**, Professeur de droit public, Sciences Po Lyon

Jean-Pierre **VIENNOIS**, Professeur de droit privé

Florence **ZAMPINI**, Maître de conférences HDR en droit public

Enseignants-chercheurs **associés** au CEE :

Mathieu **COMBET**, Maître de conférences en droit privé, université Jean Monnet, CERCRID

Panayotis **SOLDATOS**, Professeur émérite de l'université de Montréal, Chaire Jean Monnet *ad personam* à l'université Jean Moulin Lyon 3

Dimitrios **VOUGIOUKAS**, Docteur en droit, Avocat au Barreau d'Athènes, Enseignant agréé à l'université Paris 13/Id'EF d'Athènes (<http://www.idef.gr/ideffr/idef.htm>)

Melchior **WATHELET**, Ancien avocat général à la Cour de justice de l'Union européenne

Docteurs au 31/12/2020 :

ARTEMIOU Eleni, Docteur en droit

JURY Fabrice, Docteur en droit

KATSORCHI Panaghiota, Docteur en droit

MAULET Léa, Docteur en droit

NZAOU Aubin, Post-doctorant

SAINT-GENIS Solène, Docteur en droit

Doctorants au 31/12/2020 :

BERGER Florian

CHATTOU Yassine

CRAVAREZZA Amaury, ATER

FRANCOISE Marylou, Doctorante associée, ATER

GALLAND Dylan

GRANGEON Julie

KABASHI Floreta

NDZIE Charlie

POUZET Clémentine, Doctorante contractuelle

RAMI Karima

RIM AMANTCHANG Christel

ROUY Mathieu, Doctorant contractuel

SOW Abdoulaye, ATER

TILLMANN Marie

TIREL Georges, ATER

NOUS SUIVRE SUR LE WEB

► **CEE, Centre d'études européennes** : <http://cee.univ-lyon3.fr>

EN SAVOIR PLUS SUR NOS ACTIVITÉS

Publications : <http://cee.univ-lyon3.fr/>

Rapports d'activité annuels : <http://cee.univ-lyon3.fr/le-centre-et-ses-partenaires/rapports-d-activite/>